

Février 2014



منظمة الأغذية
والزراعة للأمم
المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food and
Agriculture
Organization
of the
United Nations

Organisation des
Nations Unies
pour
l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones Unidas
para la
Alimentación y la
Agricultura

Conférence régionale pour l'Europe

VINGT-NEUVIÈME SESSION

Bucarest (Roumanie), 2-4 avril 2014

Point 6 de l'ordre du jour

Situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région, et nouveaux enjeux

Résumé

Le présent document offre une vue d'ensemble de la situation actuelle en matière de sécurité alimentaire dans certains pays de la région Europe et Asie centrale¹ et la compare à la situation globale au niveau mondial. Il présente aussi divers facteurs économiques et stratégiques qui sont déterminants du point de vue de la sécurité alimentaire dans ces pays.

Enfin, il nous apprend que l'utilisation des apports caloriques comme valeur de mesure de la sous-alimentation n'est pas le problème principal qui se pose actuellement aux pays concernés (à l'exception de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan). En revanche, les difficultés liées à l'accès aux denrées alimentaires, à leur stabilité et à leur utilisation se font plus pressantes, et cela ne devrait pas changer à l'avenir. On considère la pauvreté comme le principal frein à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages, surtout dans la sous-région Caucase et Asie centrale.

Par conséquent, les gouvernements devraient s'employer à concevoir et à mettre en œuvre une approche globale du renouveau et du développement de leurs secteurs agricole et rural. S'ils atteignent cet objectif, on constatera normalement une hausse durable des revenus de la population rurale, qui est le groupe le plus exposé à l'insécurité alimentaire.

Orientations demandées

Les États Membres souhaiteront peut-être examiner les orientations stratégiques à l'appui de la sécurité alimentaire dans la région, telles que décrites aux paragraphes 27 à 35, et formuler des observations à ce sujet.

¹ Sont concernés les pays de l'Europe de l'Est et des Balkans qui n'appartiennent pas à l'Union européenne, l'Asie centrale et le Caucase ainsi que la Turquie

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org



mj597f

I. Introduction: la sécurité alimentaire dans la région Europe et Asie centrale

1. Le présent document vise à offrir une vue d'ensemble de la situation actuelle de l'alimentation et de l'agriculture dans la région, en mettant l'accent sur la sécurité alimentaire et la pauvreté dans les pays de l'Europe de l'Est et des Balkans qui n'appartiennent pas à l'UE, en Asie centrale et au Caucase, ainsi qu'en Turquie et à comparer ces éléments à la situation globale au niveau mondial. Il concerne trois sous-régions. La sous-région Caucase et Asie centrale englobe l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Les pays d'Europe orientale qui appartiennent à la Communauté des États indépendants (CEI), comme le Bélarus, la Fédération de Russie, la République de Moldova et l'Ukraine, sont rattachés à la sous-région CEI-Europe. Enfin, la sous-région Europe du Sud-Est² comprend l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Serbie et la Turquie. Le document présente aussi divers facteurs économiques et stratégiques qui sont déterminants du point de vue de la sécurité alimentaire dans ces pays.

2. Depuis le début des années 1990, les pays des trois sous-régions susmentionnées ont accompli dans l'ensemble des progrès significatifs en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire et l'extrême pauvreté. Toutefois, il est important de se rappeler que, pour nombre de ces pays, les améliorations ne sont que le signe du redressement qui a fait suite à l'effondrement de l'Union soviétique. Néanmoins, sur les 19 pays dont traite le présent document, seuls le Tadjikistan et l'Ouzbékistan n'avaient pas atteint l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) relatif à la faim ou l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation (SMA)³ en 2013. Si la tendance actuelle se maintient, ils n'y parviendront pas non plus avant la date butoir de 2015. Cependant, compte tenu des dimensions multiples de la sécurité alimentaire, qui dépasse la seule prévalence de la sous-alimentation intégrée aux objectifs internationaux relatifs à la faim, il existe plusieurs problèmes et facteurs de risques auxquels tous les pays des sous-régions concernées sont confrontés dans une certaine mesure. Ces facteurs peuvent avoir une incidence négative sur la situation actuelle en matière de sécurité alimentaire ou bien contribuer à sa détérioration à plus long terme si on ne les élimine pas.

II. La sécurité alimentaire dans la région Europe et Asie centrale par rapport aux autres régions: indicateurs de la malnutrition et de la pauvreté

3. Il existe de grandes disparités entre les pays des sous-régions Caucase et Asie centrale, CEI-Europe et Europe du Sud-Est. Le tableau 1 offre une vue d'ensemble de quelques indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire et aux revenus, qui sont comparés à des estimations du même ordre dans différentes régions du monde. Globalement, on constate que la faim est une question plus pressante dans le Caucase et en Asie centrale. Les pays des sous-régions CEI-Europe et Europe du Sud-Est sont généralement plus riches et l'insécurité alimentaire est moins problématique pour eux.

4. Au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan, la prévalence de la sous-alimentation dépasse toujours cinq pour cent. Il ressort de l'analyse de la relation entre les revenus et l'insécurité alimentaire que la pauvreté est la cause principale de la sous-alimentation et de la malnutrition dans les trois sous-régions considérées. Les quatre pays les plus pauvres (Kirghizistan, Ouzbékistan, République de Moldova et Tadjikistan) figurent aussi en queue de classement en ce qui concerne l'indicateur d'adéquation des apports énergétiques alimentaires moyens.

5. Toutefois, la malnutrition, que l'on mesure par les apports caloriques, n'est que l'un des aspects de l'insécurité alimentaire. Pour de nombreux pays des sous-régions CEI-Europe, Europe du Sud-Est et Caucase et Asie centrale, l'insuffisance des apports en micronutriments et la qualité médiocre des

² Le Kosovo (références dans le cadre de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies adoptée en 1999) n'est pas inclus dans notre analyse, faute de données.

³ L'OMD relatif à la faim consiste à réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de la faim dans la population totale entre 1990 et 2015, et l'objectif du SMA est de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim sur la même période (FAO, 2013c).

régimes alimentaires sont des problèmes beaucoup plus importants. C'est dans ces domaines que les pays concernés obtiennent souvent de moins bons résultats que ceux des autres régions du monde (voir le tableau 1 pour davantage de détails). Les retards de croissance chez les enfants de moins de cinq ans sont extrêmement fréquents en Azerbaïdjan et au Tadjikistan, ce qui est inquiétant. Globalement, le pourcentage moyen d'enfants (de moins de cinq ans) accusant un retard de croissance dans le Caucase et en Asie centrale est plus de trois fois supérieur au chiffre constaté dans la sous-région CEI-Europe (six pour cent en moyenne). Parmi les pays d'Europe du Sud-Est, c'est en Albanie et en Turquie que la proportion d'enfants présentant un retard de croissance est la plus élevée (19 et 12 pour cent, respectivement).

6. De plus, dans plusieurs pays du Caucase, d'Asie centrale et d'Europe du Sud-Est, les régimes alimentaires sont relativement peu variés. En Azerbaïdjan et au Tadjikistan, plus de 60 pour cent des apports énergétiques proviennent des féculents. En revanche, la part des produits d'origine animale dans les apports énergétiques est relativement faible (respectivement 16 et 10 pour cent, selon les estimations de 2009). Cependant, il est important de garder à l'esprit qu'il ne s'agit que de moyennes. Ainsi, les groupes ayant les revenus les plus faibles ont généralement des régimes alimentaires encore moins variés (Swinnen et Van Herck, 2011). En Ouzbékistan, par exemple, le groupe de revenu le plus bas tire 73 pour cent de ses apports caloriques journaliers des céréales et seulement 10 pour cent des produits laitiers et de la viande. A contrario, le groupe le plus riche jouit d'un régime alimentaire plus équilibré, dans lequel 48 pour cent des apports caloriques journaliers proviennent des céréales et 29 pour cent des produits d'origine animale.

7. Le nombre croissant de personnes en excès pondéral est une autre facette de la malnutrition qui concerne la plupart des pays des trois sous-régions considérées. Le pourcentage de personnes obèses ou en excès pondéral ou obèses⁴ dans ces trois sous-régions dépasse grandement la moyenne mondiale, qui s'établit à 34,1 pour cent (tableau 1). Ainsi, on considère que près de 48 pour cent des habitants des pays du Caucase et de l'Asie centrale et plus de 50 pour cent de ceux des pays de la CEI-Europe et de l'Europe du Sud-Est sont en excès pondéral ou obèses. En Bosnie-Herzégovine et en Turquie, le chiffre dépasse les 60 pour cent. Selon les projections de la FAO (Bruinsma, 2012), les pays les moins avancés de la région Europe et Asie centrale devraient connaître des taux d'obésité parmi les plus élevés au monde d'ici à 2050. Cette évolution accroîtra le risque de contracter des maladies non transmissibles liées au régime alimentaire dans les trois sous-régions et renforcera la pression qui s'exerce sur les établissements de santé, en particulier dans les pays les plus pauvres, qui disposent de ressources financières plus limitées.

⁴ Mesuré par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les personnes dont l'indice de masse corporelle (IMC), calculé en divisant le poids d'une personne par le carré de sa taille, est supérieur à 25, sont considérées comme en surpoids. Les personnes dont l'IMC est égal ou supérieur à 30 sont en général considérées comme obèses.

Tableau 1. Quelques indicateurs de la sécurité alimentaire et mesure des revenus⁵

	PIB par habitant (en USD courants)	Adéquation des apports énergétiques alimentaires moyens	Prévalence de la sous-alimentation (en %)	Valeur moyenne de la production alimentaire (en USD par habitant)	Part des céréales, des racines et des tubercules dans les apports énergétiques alimentaires (en %)	Proportion de personnes obèses ou présentant un excès pondéral dans la population totale (en %)	Enfants de moins de cinq ans présentant un retard de croissance (en %)
	2012	2011-2013	2011-2013	2009-2011	2008-2010 ⁶	2008	2007-2011 ⁷
Arménie	3 351	123	< 5	297	46	55,5	19
Azerbaïdjan	7 164	132	< 5	245	63	56,1	25
Géorgie	3 490	s. o.	s. o.	153	s. o.	54,2	11
Kazakhstan	12 116	146	< 5	449	47	55,6	17
Kirghizistan	1 160	123	5,9	283	55	43,8	18
Tadjikistan	871	102	30,2	149	63	30,9	39
Turkménistan	6 798	132	< 5	377	59	41,5	19
Ouzbékistan	1 717	117	5,7	299	58	44,2	19
Caucase et Asie centrale	-	125	7,0	281,5	56	47,7	20,9
Bélarus	6 685	141	< 5	539	37	57,4	4
République de Moldova	2 038	97	< 5	357	46	50,0	10
Fédération de Russie	14 037	128	< 5	287	43	59,8	5
Ukraine	3 867	133	< 5	411	41	53,5	5
CEI-Europe	-	125	< 5	399	42	55,2	6
Albanie	4 000	121	< 5	344	40	54,4	19
Bosnie-Herzégovine	4 558	122	< 5	241	49	60,7	10
Macédoine, ex-République yougoslave de	4 565	117	< 5	353	37	54,0	5
Monténégro	7 041	122	< 5	284	24	55,6	7
Serbie	5 190	116	< 5	391	38	58,6	7
Turquie	10 666	158	< 5	454	50	61,9	12

⁵ Les définitions des indicateurs et les compositions régionales figurent à l'annexe II.⁶ Données provisoires.⁷ Retard de croissance modéré à sévère.

Europe du Sud-Est	-	126	< 5	345	40	57,5	10
Pays les moins avancés	-	105	29,0	154	68	s. o.	s. o.
Pays en développement	-	118	14,3	263	56	s. o.	s. o.
Pays développés	-	135	< 5	480	32	s. o.	s. o.
Monde	-	122	12,0	302	51	34,1	s. o.

Source: Banque mondiale (2013), FAO (2012, 2013a), OMS (2013), UNICEF (2013), UNdata (2013).

III. Le point sur la sous-région la plus en proie à l'insécurité alimentaire: le Caucase et l'Asie centrale

8. La sous-région Caucase et Asie centrale est faiblement peuplée et 40 pour cent de sa population vit en zone rurale (60 pour cent au Kirghizistan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan). L'agriculture joue donc un rôle important du point de vue économique (tableau 2), malgré un recul dans certains pays.

Tableau 2. Population, richesse et indicateurs relatifs aux moyens d'existence dans la sous-région Caucase et Asie centrale

	Population (en millions)	Croissance moyenne du PIB (en % annuel)	Indice de Gini	Valeur ajoutée agricole (en % du PIB)	Population rurale (en % de la population totale)
	2012	2000-2012	2008-2012 ⁸	2012	2012
Arménie	3,0	4,7	31,3	22	36
Azerbaïdjan	9,3	2,4	33,7	5	46
Géorgie	4,5	6,0	42,1	9	47
Kazakhstan	16,8	6,6	29,0	5	46
Kirghizistan	5,6	1,5	33,4	20	65
Tadjikistan	8,0	7,1	30,8	26	73
Turkménistan	5,2	11,7	40,0	15	51
Ouzbékistan	29,8	8,3	36,7 ⁹	19	64

Source: Banque mondiale (2013).

9. La situation macroéconomique globale des pays du Caucase et d'Asie centrale s'est améliorée depuis 2000. Les taux de croissance sur cette période vont de 1,5 pour cent au Kirghizistan au chiffre impressionnant de 11,7 pour cent au Turkménistan, et la progression ne s'est pas infléchi de façon significative sous l'effet de la crise économique mondiale de 2009.

⁸ Dernières données disponibles.

⁹ Estimation 2003.

10. Malheureusement, malgré cette croissance relativement constante, toutes les sociétés de la sous-région demeurent extrêmement inégalitaires. Selon les estimations de l'indice de Gini¹⁰ (tableau 2), les avantages découlant de la stabilité économique améliorée dans le Caucase et en Asie centrale ne sont pas nécessairement répartis de manière équitable. Ainsi, en Ouzbékistan, 77 pour cent de la population dispose de moins de 2 USD par jour. De même, 51 pour cent des habitants du Tadjikistan et 32 pour cent de ceux de la Géorgie vivent sous le seuil de pauvreté (Swinnen et Van Herck, 2011). La pauvreté demeure donc la cause principale de l'insécurité alimentaire dans la sous-région (Sedik *et al.*, 2011).

11. Pour ce qui est de la situation en matière de sécurité alimentaire, tous les pays du Caucase et d'Asie centrale, à l'exception du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan, ont déjà atteint l'OMD et l'objectif du SMA qui consistent à réduire de moitié l'insécurité alimentaire en termes à la fois absolus et relatifs (tableau 3).

Tableau 3. Progrès accomplis vers la concrétisation de l'OMD relatif à la faim et de l'objectif du SMA dans la sous-région Caucase et Asie centrale¹¹

Nombre de personnes sous-alimentées (en millions) et prévalence de la sous-alimentation (en %)		1990-1992 ¹²	2000-2002	2005-2007	2008-2010	2011-2013	Progrès accomplis
Arménie	en millions	0,8	0,6	0,2	NC	NC	+
	en %	24,0	20,2	5,3	< 5	< 5	+
Azerbaïdjan	en millions	1,8	0,8	NC	NC	NC	+
	en %	23,8	10,1	< 5	< 5	< 5	+
Kazakhstan	en millions	NC	1,2	NC	NC	NC	+
	en %	< 5	8,4	< 5	< 5	< 5	+
Kirghizistan	en millions	0,8	0,9	0,5	0,5	0,3	+
	en %	17,7	17,6	9,7	9,3	5,9	+
Tadjikistan	en millions	1,7	2,6	2,3	2,5	2,1	-
	en %	30,3	42,1	34,9	37,1	30,2	-
Turkménistan	en millions	0,4	0,4	0,3	NC	NC	+
	en %	9,2	8,4	5,7	< 5	< 5	+

¹⁰ Voir l'annexe II.

¹¹ En 2013, la base de données de la FAO ne contenait aucune donnée concernant la majorité des indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire pour la Géorgie. Cependant, l'étude réalisée en 2012 par le Centre eurasien pour la sécurité alimentaire a établi que ce pays avait atteint à la fois l'OMD portant sur la faim et l'objectif du SMA.

¹² En 2013, la FAO ne disposait d'aucune estimation des indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire pour 1990-1992 concernant les pays du Caucase et d'Asie centrale. On a donc utilisé les estimations de 1992-1994 car la situation ne semble pas avoir beaucoup évolué entre ces deux périodes.

Ouzbékistan	en millions	NC	3,9	2,5	2,2	1,6	-
	en %	< 5	15,7	9,7	8,1	5,7	-
Asie centrale et Caucase	en millions	9,7	11,6	7,3	7,0	5,5	+
	en %	14,4	16,2	9,8	9,2	7,0	-
Pays à faible revenu	en millions	193,0	241,0	236,6	240,8	235,4	-
	en %	37,5	36,6	32,2	30,9	28,3	-
Régions en développement	en millions	995,5	938,9	892,9	863,0	826,6	-
	en %	23,6	18,8	16,7	15,5	14,3	-
Monde	en millions	1015,3	957,3	906,6	878,2	842,3	-
	en %	18,9	15,5	13,8	12,9	12,0	-

Source: FAO (2013a).

12. Le Kirghizistan, en particulier, a accompli des progrès considérables quant à la concrétisation des objectifs mondiaux relatifs à la faim depuis 2000, surtout depuis 2010. Toutefois, 5,7 pour cent de la population kirghize est sous-alimentée et le pays obtient des résultats inférieurs à la moyenne régionale en ce qui concerne l'adéquation des apports énergétiques alimentaires. De plus, les récentes améliorations des statistiques sur la sécurité alimentaire ne sont pas nécessairement le fruit de changements importants dans les politiques alimentaires ou agricoles du Kirghizistan. Elles s'expliquent plutôt par l'aide que le Programme alimentaire mondial (PAM) apporte aux familles les plus pauvres du pays depuis 2010, ainsi que par la baisse des prix des denrées alimentaires et du carburant (PAM, 2012).

13. La situation du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan est encore plus préoccupante. En effet, quelque deux millions de Tadjiks et 1,6 million d'Ouzbeks sont toujours sous-alimentés.

Disponibilités alimentaires: quelques inquiétudes demeurent malgré des avancées importantes

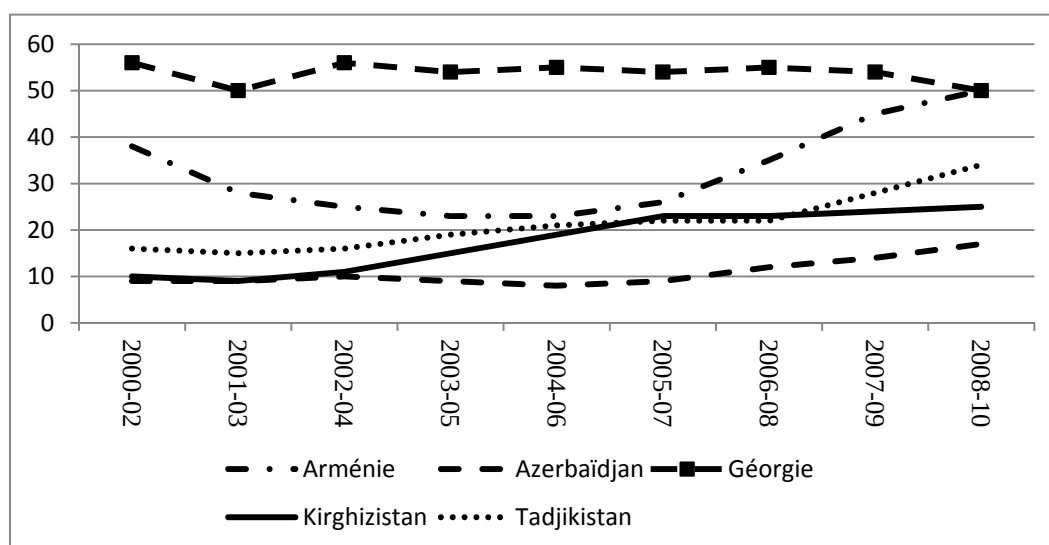
14. La disponibilité des ressources alimentaires dépend en grande partie de la capacité du secteur agricole de fournir des produits alimentaires. Dans tous les pays de la sous-région, la valeur moyenne de la production alimentaire a connu une croissance constante. Plus particulièrement, entre 2000-2002 et 2009-2011, la valeur de la production agricole par habitant dans le Caucase et en Asie centrale a augmenté de 32 pour cent (FAO, 2013). Ce chiffre représente plus du double du taux de croissance mondial. Par ailleurs, les disponibilités protéiques se sont accrues progressivement depuis 2000. Elles ont ainsi connu un taux de croissance de 16 pour cent (deux fois supérieur à celui des sous-régions CEI-Europe et Europe du Sud-Est).

15. Malgré les améliorations de la production agricole que l'on a observées dans l'ensemble de la sous-région, le Tadjikistan suscite toujours de vives préoccupations en ce qui concerne les indicateurs relatifs aux disponibilités alimentaires. En effet, bien que la production alimentaire du pays s'inscrive dans une dynamique positive, elle demeure relativement faible en valeur absolue. En 2009-2011, la valeur annuelle moyenne de la production alimentaire s'élevait à 149 dollars internationaux par habitant, ce qui est inférieur à l'estimation moyenne de 154 dollars internationaux concernant les pays les moins avancés (tableau 1). De plus, le Tadjikistan a obtenu un résultat dramatiquement faible pour ce qui est de l'indicateur de profondeur du déficit vivrier, qui sert à mesurer le nombre de calories nécessaires aux personnes sous-alimentées pour s'extraire de leur situation, toutes choses égales par

ailleurs. En 2011-2012, la valeur moyenne de cet indicateur était de 249 kilocalories par personne et par jour au Tadjikistan. Ce chiffre est supérieur à la moyenne des pays les moins avancés, qui est de 215.

16. Les pays du Caucase et d'Asie centrale présentent une autre caractéristique commune: malgré une hausse impressionnante de la production agricole, ce sont tous des importateurs nets de produits agricoles, à l'exception de l'Ouzbékistan¹³. La valeur globale des importations de denrées alimentaires par rapport aux exportations totales de marchandises n'est plus aussi élevée que dans les années 90 mais les tendances récentes montrent que la part des importations alimentaires est de nouveau en hausse. Depuis 2000, cette part a augmenté de façon considérable au Tadjikistan, en Arménie et au Kirghizistan (figure 1). Du fait de leur forte dépendance vis-à-vis des importations, ces pays sont plus sensibles aux fluctuations de l'offre étrangère et du niveau de leurs recettes d'exportation.

Figure 1: Valeur des importations alimentaires par rapport aux exportations totales de marchandises dans certains pays du Caucase et d'Asie centrale (en %)



Source: FAO (2013a).

Accès aux denrées alimentaires: une progression inégale dans la sous-région

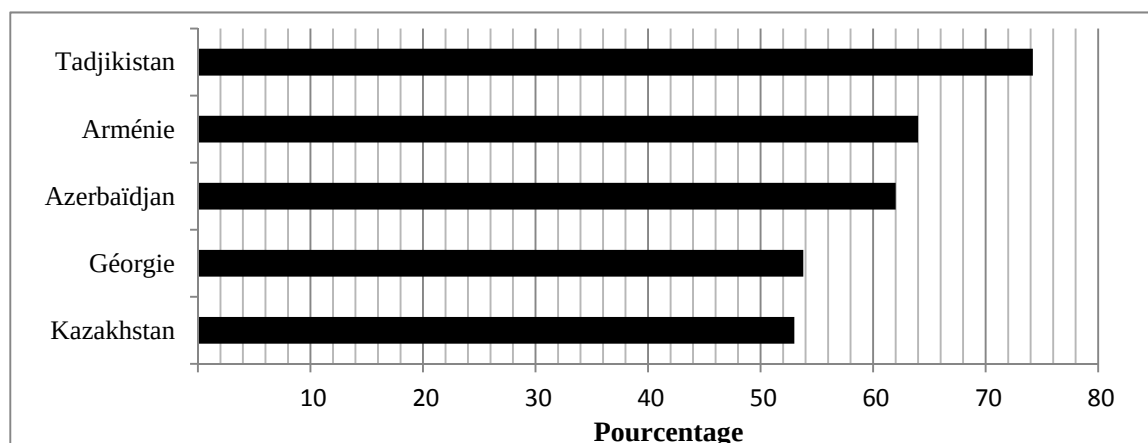
17. L'Asie centrale et le Caucase sont composés d'une mosaïque de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Le Kazakhstan est le pays le plus riche de la sous-région, tandis que le Kirghizistan et le Tadjikistan se situent à l'autre extrême. Ces deux pays n'ont vu leurs revenus par habitant augmenter que très faiblement depuis 2000 et leurs économies sont fortement dépendantes des transferts de fonds, principalement en provenance de Russie. Plus précisément, les transferts représentent 31 pour cent du PIB du Kirghizistan. Au Tadjikistan, leur part s'élève à 48 pour cent, ce qui est le chiffre le plus élevé au monde (Banque mondiale, 2013). De façon générale, la prévalence de la pauvreté est plus élevée en milieu rural qu'en zone urbaine, et ce dans l'ensemble de la sous-région. Elle est étroitement liée à la présence d'enfants dans un ménage, sachant que le risque de pauvreté augmente en fonction du nombre d'enfants (Gassmann, 2011).

18. On peut aussi mesurer la pauvreté en analysant la part de ses revenus qu'un ménage consacre à la nourriture. Selon les données fournies par le Département de l'agriculture des États-Unis, les dépenses de consommation finale des ménages qui portaient sur les aliments consommés à domicile en 2012 représentaient plus de 30 pour cent des dépenses totales dans la plupart des pays du Caucase et d'Asie centrale (figure 2). En comparaison, le consommateur moyen y consacre environ 10 pour cent en

¹³ En Ouzbékistan, les fibres de coton représentent 62 pour cent des exportations agricoles (estimation 2010).

Allemagne et 13 pour cent en République tchèque. Cependant, comme pour de nombreux indicateurs mesurant la sécurité alimentaire, il ne s'agit que de chiffres moyens. Les segments les plus pauvres de la population dépensent généralement un pourcentage bien plus élevé de leurs revenus en denrées alimentaires, comme l'indique la figure 2.

Figure 2. Part des dépenses alimentaires du quintile de revenu le plus bas dans la population de certains pays du Caucase et d'Asie centrale en 2005-2009¹⁴



Source: FAO (2013a).

Utilisation des denrées alimentaires: les régimes alimentaires faibles en nutriments et déséquilibrés posent problème dans l'ensemble de la sous-région

19. Bien que les disponibilités alimentaires ne semblent ne pas être une préoccupation de premier ordre dans les pays du Caucase et d'Asie centrale en ce qui concerne la sécurité alimentaire, la valeur nutritionnelle et la diversité des régimes alimentaires est un problème pressant au niveau régional. Dans tous les pays de la sous-région, en effet, le pourcentage d'enfants de moins de cinq ans présentant un retard de croissance est assez élevé (voir le tableau 1). Le Tadjikistan (39 pour cent) et l'Azerbaïdjan (25 pour cent) présentent les pourcentages les plus hauts. C'est aussi dans ces deux pays que le pourcentage de nourrissons ayant un faible poids à la naissance est le plus haut (10 pour cent) (UNICEF, 2013). Étant donné que les indicateurs de la sous-alimentation mesurés par les apports caloriques atteignent un score faible en Azerbaïdjan (voir le tableau 1), le fort pourcentage d'enfants accusant un retard de croissance indique qu'il convient de considérer les interventions visant à améliorer la nutrition comme prioritaires parmi les mesures stratégiques destinées à améliorer les aspects nutritionnels de la sécurité alimentaire dans le pays.

20. De plus, selon les calculs réalisés par l'Economic Intelligence Unit en 2013, l'Azerbaïdjan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan se plaçaient sous la moyenne mondiale concernant les disponibilités en fer d'origine animale (quantité totale de fer issue de produits d'origine animale) ainsi que la qualité globale des protéines, qui évalue la présence de neuf acides aminés essentiels dans le régime alimentaire moyen du pays. Au Tadjikistan, par exemple, on consomme en moyenne moins de 0,9 milligramme de fer d'origine animale chaque jour, contre 3,8 milligrammes au Kazakhstan et 4,1 milligrammes en Russie. L'un des facteurs contribuant à la malnutrition dans l'ensemble de la sous-région est le manque généralisé de connaissances sur les bonnes pratiques nutritionnelles et l'absence de programmes éducatifs pertinents.

21. Afin de poursuivre sur une note positive, indiquons tout de même que les pays du Caucase et d'Asie centrale ont vu leur production de fruits et légumes augmenter au cours des 20 dernières années, ce qui est important pour améliorer les régimes alimentaires. Entre 1991 et 2010, par exemple, la production de légumes dans les pays d'Asie centrale a augmenté de 72 pour cent, le Tadjikistan et

¹⁴ Dernières données disponibles.

l'Ouzbékistan ayant enregistré les taux de croissance annuels les plus élevés (FAO, 2013b). En ce qui concerne les fruits, la production de l'Asie centrale a progressé de 60 pour cent. On a observé les mêmes tendances à la hausse en Arménie et en Azerbaïdjan.

22. Malgré une croissance positive de la production alimentaire – notamment de viande – au Tadjikistan, une étude récente a montré que le régime alimentaire moyen avait une valeur nutritionnelle inférieure au seuil nécessaire au maintien de la santé physiologique pour toutes les catégories de nutriments, à l'exception des lipides. Il est particulièrement faible en nutriments issus du poisson et des fruits de mer: en 2011, la consommation réelle de ces produits ne couvrait que 1,3 pour cent des besoins physiologiques établis par les normes. Cet exemple renforce encore davantage le rôle important que joue le revenu dans la préservation de la sécurité alimentaire des ménages.

Stabilité alimentaire: les fluctuations accrues des approvisionnements – une préoccupation de plus en plus pressante

23. Les processus liés au changement climatique sont l'un des principaux facteurs ayant une incidence négative sur la stabilité de la filière alimentaire dans le Caucase et en Asie centrale (Sedik *et al.*, 2011, Meyers *et al.*, 2011). En effet, la sous-région, confrontée à une hausse des températures et à une évolution hydrologique, connaît déjà une multiplication des événements météorologiques extrêmes, comme les sécheresses et les inondations, et cette tendance devrait se poursuivre. Selon le rapport de la Banque mondiale intitulé *Adaptation au changement climatique en Europe et en Asie centrale* (2009), tous les pays du Caucase et d'Asie centrale (à l'exception du Kazakhstan) sont les plus exposés d'Europe et d'Asie centrale au changement climatique, comme l'indique l'indice y afférent¹⁵. L'Arménie, le Tadjikistan, la Géorgie et le Kirghizistan figurent parmi les 10 pays de la région qui sont susceptibles de subir l'évolution la plus marquée des phénomènes climatiques extrêmes d'ici à la fin du siècle. L'héritage environnemental de la planification centrale ne fait qu'exacerber les conséquences éventuelles du changement climatique. La mauvaise gestion de l'érosion des sols, des ressources en eau, de la lutte contre les ravageurs et de la conservation des nutriments restreignent déjà la productivité agricole et menacent la sécurité alimentaire des communautés rurales pauvres. Par exemple, quelque 48 pour cent de la surface irriguée des pays d'Asie centrale est touchée par la salinisation; ce pourcentage varie entre 12 au Kirghizistan et 96 au Turkménistan (Bucknall *et al.*, 2003).

24. Les chocs de l'offre imputables à des conditions climatiques extrêmes engendrent des pénuries de denrées alimentaires et des flambées des prix, ce qui accroît la pauvreté et compromet la nutrition. Les conséquences négatives sont particulièrement marquées chez les ménages les plus pauvres de la sous-région. Par exemple, la sécheresse qui a touché le Caucase et l'Asie centrale en 2000-2001 a entraîné une pénurie d'eau à destination de la consommation et de l'irrigation au Tadjikistan et en Ouzbékistan. Elle a aussi conduit à une hausse des niveaux de malnutrition car les ménages ont éliminé les produits d'origine animale de leur régime alimentaire. Selon les estimations, la même sécheresse a coûté à la Géorgie et au Tadjikistan six et cinq pour cent de leur PIB, respectivement (Banque mondiale, 2006).

25. Les pays du Caucase et d'Asie centrale sont soumis à un autre risque lié à la stabilité alimentaire: leur dépendance vis-à-vis des importations de denrées alimentaires et des exportations de pétrole, qui les rend sensibles aux fluctuations de prix sur les marchés mondiaux des produits. Nous en avons eu l'illustration lors des flambées des prix de 2007-2008 et 2010-2011. Suite aux hausses brutales des cours mondiaux des produits et aux restrictions sur les exportations de blé imposées par la Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan – qui sont les principaux exportateurs de blé de la sous-région – plusieurs pays ont connu des augmentations non négligeables des prix intérieurs. Selon certaines estimations, par exemple, le prix de la farine de blé a augmenté de 35 pour cent au Kirghizistan et de 37 pour cent au Tadjikistan pendant l'été 2010. En 2007, les indicateurs relatifs à l'incidence, à l'intensité et à la

¹⁵ L'indice présente trois composantes. Il mesure l'intensité du changement climatique futur par rapport à la variabilité naturelle actuelle, la sensibilité d'un pays au changement climatique (comme l'état des infrastructures ou la disponibilité de ressources en eau renouvelables par habitant) et la capacité d'adaptation d'un pays, que l'on estime en combinant les inégalités de revenus, le bien-être économique et les mesures institutionnelles.

gravité de la pauvreté en milieu rural sont montés en flèche en Géorgie, inversant ainsi leur tendance à la contraction (FAO, 2009). Par conséquent, les ménages les plus pauvres, qui consacraient une grande partie de leurs revenus à l'alimentation, ont été touchés de façon disproportionnée. Par ailleurs, les flambées des prix ont une incidence négative sur la capacité des petits agriculteurs de générer un revenu suffisant. Bien que des prix plus élevés puissent inciter ces exploitants à accroître leur production, ceux-ci sont souvent des acheteurs nets de denrées alimentaires et, partant, ils sont perdants en valeur nette.

IV. Diversité des politiques visant à réduire l'insécurité alimentaire dans la région

26. Depuis plusieurs années, l'insécurité alimentaire et la pauvreté sont des questions hautement prioritaires pour tous les gouvernements du Caucase et d'Asie centrale. De ce fait, presque tous les pays de la sous-région disposent d'un programme national sur la sécurité alimentaire et/ou la lutte contre la pauvreté. Les programmes de ce type visent à faire reculer la pauvreté grâce à diverses politiques économiques et sociales qui sont axées sur la croissance économique dynamique, la modernisation technologique et les améliorations globales du niveau de vie. Nombre d'entre eux tiennent compte aussi du fait qu'il est important de se concentrer spécifiquement sur la lutte contre la pauvreté rurale, considérée à juste titre comme la cause profonde de l'insécurité alimentaire dans les pays concernés. Malheureusement, ces programmes n'aboutissent que rarement à des améliorations significatives faute de financement, en raison d'une faible application administrative ou du fait de la corruption.

27. En général, en ce qui concerne la sécurité alimentaire, on observe quatre grandes directions stratégiques dans les pays du Caucase et d'Asie centrale:

- 1) amélioration de la production agricole et objectif associé d'autosuffisance alimentaire;
- 2) interventions dans les échanges commerciaux qui consistent soit à protéger un pays des importations, soit à stimuler celles-ci;
- 3) protection des consommateurs moyennant des transferts de revenus et/ou un contrôle des prix alimentaires;
- 4) interventions sur les marchés et gestion des stocks de produits.

28. Le fait de se concentrer véritablement sur la production agricole est généralement une évolution positive, en particulier compte tenu de la part importante de la valeur ajoutée agricole dans les pays de la sous-région. Cependant, le principal facteur entravant la concrétisation des objectifs de sécurité alimentaire dans la sous-région n'est pas la production mais les revenus et leur répartition. Par conséquent, la contribution de l'agriculture à la sécurité alimentaire doit passer davantage par son rôle dans l'augmentation des revenus de la population rurale, qui est souvent le groupe aux revenus les plus bas, que par une hausse de la production. Les gouvernements doivent donc s'employer à concevoir et à mettre en œuvre une approche globale du renouveau et du développement de leurs secteurs agricole et rural. Les réformes retardées, les droits de propriété précaires, l'impossibilité de diversifier ses revenus et l'ingérence permanente de l'État dans les décisions des agriculteurs sur la production demeurent (à des degrés divers) des obstacles majeurs à l'amélioration de la productivité agricole. Les recommandations publiées récemment par le programme «Amélioration de la gouvernance mondiale pour la réduction de la faim» (2011) ont rappelé combien il était important d'axer les politiques sur les petits agriculteurs afin de réduire la pauvreté rurale, d'augmenter la production agricole et d'améliorer la compétitivité de l'agriculture, entre autres. Bien que ces problèmes soient particulièrement pressants dans le Caucase et en Asie centrale, ils se posent aussi souvent, dans diverses mesures, à tous les États des sous-régions CEI-Europe et Europe du Sud-Est.

29. Malheureusement, de nombreux pays du Caucase et d'Asie centrale concentrent actuellement leur politique agricole sur les méthodes extensives d'accroissement de la production, en mettant fortement l'accent sur un ou deux produits. Ainsi, l'Ouzbékistan a augmenté sa surface cultivée en blé de 196 pour cent (de 488 000 à 1,5 million d'hectare) entre 1991 et 2006. Certes, cette politique a permis d'accroître la production de blé et de farine. Dans le même temps, l'expansion des terres cultivées au

profit de la production extensive a conduit à l'utilisation de terres marginales et moins productives. Ce processus a eu pour conséquence un mauvais usage des terres, des engrais et des ressources en eau, alors même que les rendements demeurent faibles dans ces zones. De même, le Kazakhstan a augmenté sa surface cultivée totale de près de 42 pour cent depuis 2001. Pourtant, les rendements du blé ont baissé de 30 pour cent au cours des 10 dernières années et figurent parmi les moins élevés de la région.

30. Par ailleurs, afin de faire face à la hausse des prix intérieurs des denrées alimentaires, l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont mis en place des subventions aux consommateurs ou un contrôle des prix des produits de première nécessité. Bien que ces mécanismes permettent de stabiliser et de contrôler les prix des denrées alimentaires, leurs coûts économiques sont généralement élevés car le fait d'adopter une approche générale pour subventionner le blé ou la farine ne permet pas de hiérarchiser les ménages en fonction de leurs revenus ni de leurs besoins financiers. Dans ce contexte, une proportion importante des subventions est distribuée à mauvais escient, ce qui accroît les coûts associés que l'État doit supporter.

31. Il est important de signaler que, malgré la politique assez agressive d'autosuffisance que l'Ouzbékistan mène actuellement, ce pays est l'un des deux de la sous-région où la situation en matière de sécurité alimentaire est la plus critique pour ce qui est de l'OMD relatif à la faim et de l'objectif du SMA. Par conséquent, bien qu'il soit important et nécessaire, sans nul doute, de se concentrer sur l'amélioration de la production agricole, il convient de le faire d'une façon efficace du point de vue économique et en combinaison avec d'autres outils stratégiques.

32. S'agissant de lutter contre la pauvreté et la malnutrition, la croissance économique globale semble être l'une des meilleures solutions. La situation des pays d'Europe du Sud-Est et de la CEI-Europe, notamment le Kazakhstan et le Turkménistan, l'attestent. Depuis 2000, le PIB de ces deux pays a connu une forte croissance (6,6 pour cent au Kazakhstan et 11,7 pour cent au Turkménistan). C'est pourquoi nombre d'indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire ont suivi une évolution positive dans ces pays.

33. Une redistribution des revenus et des programmes de protection sociale visant les populations vulnérables sont aussi des moyens efficaces de lutter contre la malnutrition. Le ciblage précis des groupes qui sont dans le besoin en Arménie, en Géorgie, au Kirghizistan et au Kazakhstan a véritablement permis d'améliorer leur accès aux apports alimentaires et nutritionnels. Au Kazakhstan, par exemple, plus de la moitié des 20 pour cent de personnes les plus pauvres ont reçu une aide sociale en 2007. Au Kirghizistan, 38 pour cent des bénéficiaires du programme de prestations mensuelles appartenaient aux 20 pour cent les plus pauvres de la population (estimations 2008), ce qui a fait reculer la pauvreté extrême de 13 pour cent dans le pays en une année (Gassmann, 2011). Cependant, seul un pour cent des ménages tadjiks du quintile le plus pauvre bénéficie d'avantages sociaux (Swinen et Van Herck, 2011).

34. Il convient de ne pas sous-estimer l'importance que revêt la facilitation du commerce et de la coopération internationale. Le Programme européen de voisinage pour l'agriculture et le développement rural (Commission européenne, 2013a) a démarré récemment. Cette initiative positive devrait améliorer la production agricole et le développement rural dans certains pays du Caucase et d'Asie centrale. La Commission européenne l'a lancé dans plusieurs pays de son Partenariat oriental, comme l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie. L'objectif de tels programmes est de diffuser les pratiques optimales de l'Union européenne (UE) en matière de développement des secteurs agricoles et des zones rurales, de fournir des subventions aux agriculteurs et de stimuler davantage les réformes relatives à l'agriculture et au développement rural dans les pays bénéficiaires. Des partenariats du même type ont été conclus avec les pays d'Europe du Sud-Est dans le cadre du Programme de développement rural au titre de l'instrument d'aide de préadhésion. Ils ont déjà donné des résultats non négligeables (Commission européenne, 2013b). En participant activement et régulièrement aux activités des organisations commerciales interrégionales et internationales, comme la Communauté économique eurasiatique (CEEAE) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les pouvoirs publics peuvent aussi agir de façon positive sur le développement économique et, partant, sur la hausse des revenus.

35. Par ailleurs, un système scientifique et technologique solide contribue à l'innovation au service d'un développement agricole équitable et de la sécurité alimentaire. Tout au long de l'histoire, la recherche agronomique publique et l'adoption de technologies ont épargné des famines de grande ampleur à une population croissante. Correctement ciblées, les innovations agricoles peuvent aussi améliorer la valeur nutritionnelle des denrées alimentaires. Par conséquent, les solutions stratégiques permettant de stimuler la recherche et l'innovation en matière d'agriculture doivent faire partie intégrante des stratégies nationales ou régionales relatives à la sécurité alimentaire. Ce constat s'applique tout particulièrement aux nombreux pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale où les systèmes d'innovation agricole sont encore faibles, morcelés et coupés des agriculteurs, des organisations de la société civile et du secteur privé, ce qui limite fortement leurs capacités de relever les défis liés à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté et à la malnutrition.

V. Conclusion: perspectives d'avenir et problématiques nouvelles

36. Selon les prévisions de la FAO, la prévalence de la sous-alimentation dans les pays d'Europe et d'Asie centrale finira par s'établir à moins d'un pour cent à l'approche de 2050 (Bruinsma, 2012). Cependant, le niveau des apports caloriques n'est pas le principal problème des pays des trois sous-régions considérées à l'heure actuelle. En revanche, les difficultés liées à l'accès aux denrées alimentaires, à leur stabilité et à leur utilisation se font plus pressantes, et cela ne devrait pas changer à l'avenir.

37. Si on ne les traite pas de manière globale, le sous-investissement dans les secteurs agricole et rural, le morcellement des terres et la précarité des droits de propriété continueront d'entraver la croissance économique de nombreux pays du Caucase, d'Asie centrale et de la CEI-Europe. La dégradation des terres, les ressources en eau limitées et l'agriculture extensive ont déjà des conséquences négatives sur la productivité agricole régionale, en particulier dans le Caucase et en Asie centrale. Ce problème est exacerbé par la fréquence et la gravité croissantes des dommages aux cultures occasionnés par les processus liés au changement climatique. De plus, les analystes du monde entier estiment que les cours des produits agricoles et du pétrole sont susceptibles de demeurer instables et de ne pas redescendre aux niveaux enregistrés au début des années 2000, ce qui ne fera qu'accroître l'incertitude et la volatilité des marchés agricoles. Par ailleurs, les inégalités de revenus se sont creusées dans nombre de pays d'Europe et d'Asie centrale, exposant les ménages les plus pauvres au risque d'insécurité alimentaire. Enfin et surtout, la prévalence des personnes obèses ou en excès pondéral est en passe de devenir rapidement un facteur de risque important dans toutes les sous-régions.

38. Toutes ces questions auront une incidence sur la production agricole et la situation en matière d'insécurité alimentaire dans les années à venir. Cependant, leur poids dépendra largement des priorités stratégiques et de l'action des gouvernements. L'objectif principal consistera à concevoir des stratégies et principes qui soient durables dans le contexte imprévisible qui caractérisera les années à venir et, en parallèle, à exploiter les possibilités qui pourront se faire jour.

Bibliographie

- Asadov, S. 2013. "Programa prodovolstvennoi bezopasnosti i sotrudnichestva v sfere selskogo hozyaistva v Centralnoi Azii s sosredotocheniem vnimaniya na Tajikistan", Report #16, Bishkek, University of Central Asia.
- Bruinsma, J. 2012. "European and Central Asian Agriculture Towards 2030 and 2050", Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale. Policy Studies on Rural Transition No. 2012-1, Budapest (Hongrie).
- Bucknall, J., Klytchnikova, I., Lampietti, J., Lundell, M., Scatasta, M. and M. Thurman. 2003. "Irrigation in Central Asia: Social, Economic and Environmental Considerations", World Bank papers, Europe and Central Asia Region Environmentally and Socially Sustainable Development, Washington, DC: World Bank.
- Eurasian Center for Food Security. 2013. "Obsor situacii s prodovolstvennoi bezopastnost'yu v Evrazijskom regione", Moscou (Russie).
- Commission européenne. 2013a. Programme européen de voisinage pour l'agriculture et de développement rural (http://eeas.europa.eu/enp/index_fr.htm).
- Commission européenne. 2013b. Instrument for Pre-Accession Assistance for Rural Development Program (http://ec.europa.eu/agriculture/enlargement/assistance/ipard/index_en.htm).
- FAO. 2013a. Indicateurs de la sécurité alimentaire (<http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/fs-data/fr/#.UtNIF9JD3Q>).
- FAO. 2013b. FAO Statistical Yearbook 2013: World Food and Agriculture, Rome (Italie).
- FAO. 2013c. L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2013. Rome (Italie).
- FAO. 2012. L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012. Rome (Italie).
- FAO. 2009. "Food Price Fluctuations, Policies and Rural Development in Europe and Central Asia", in: J. Barker, D. Sedik, and J. Nagy, eds., FAO-UNDP Europe and Central Asia Regional Consultation, Budapest (Hongrie).
- Gassmann, F. 2011. "Protecting Vulnerable Families in Central Asia: Poverty, Vulnerability and the Impact of the Economic Crisis." The UNICEF Regional Office for Central and Eastern Europe and Commonwealth of Independent States (CEE/CIS). Background Paper for the 3rd Inter-Agency Conference on Improving Regional Coordination in Managing Compounding Risks in Central Asia, Genève (Suisse).
- Improved Global Governance for Hunger Reduction Program. 2011. Policy Briefs on Armenia, Azerbaijan and Moldova ([http://www.foodsec.org/web/newsevents/training/trainingdetail/?dyna_fef\[uid\]=176522](http://www.foodsec.org/web/newsevents/training/trainingdetail/?dyna_fef[uid]=176522))
- Meyers, W.H., Ziolkowska, J., Tothova, M. and Goychuk, K. 2012. "Issues Affecting the Future of Agriculture and Food Security for Europe and Central Asia." Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale. Policy Studies on Rural Transition No. 2012-3, Budapest (Hongrie).
- The Economist Intelligence Unit. 2013. Global Food Security Index (<http://foodsecurityindex.eiu.com/>).
- Sedik, D., Kurbanova, G. and G. Szentpali. 2011. "The Status and Challenges of Food Security in Central Asia", Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale. Document de référence établi pour la 3^e Réunion pour l'évaluation des risques dans la région Asie centrale, Astana (Kazakhstan).

Swinnen, J. and K. Van Herck. 2011. "Food Security and the Transition Region", Working paper, FAO Investment Center, Rome (Italie).

UN Data. 2013. Prevalence of stunting (moderate and severe) (<http://data.un.org/Data.aspx?d=SOWC&f=inID:106>)

UNICEF. 2013. ChildInfo: Monitoring the Situation of Children and Women (http://www.childinfo.org/malnutrition_nutritional_status.php).

USDA Economic Research Service. 2012. Food Expenditure Series (<http://www.ers.usda.gov/data-products/food-expenditures.aspx#.UtNrbdJD3Q>).

La Banque Mondiale. 2013. Indicateurs de la Banque mondiale (<http://data.worldbank.org/indicator>).

La Banque Mondiale. 2009. "Adapting to Climate Change in Europe and Central Asia", Washington D.C.

La Banque mondiale. 2006. "Drought Management and Mitigation Assessment for Central Asia and the Caucasus: Regional and Country Profiles and Strategies. Washington, DC: World Bank.

Programme Alimentaire Mondial. 2012. "Kyrgyz Republic – Monthly Price and Food Security Update." Rome (Italie).

Sommet mondial de l'alimentation. 1996. "Déclaration sur la sécurité alimentaire mondiale ". Rome (Italie).

Organisation mondiale de la Santé. 2013. Global Health Observatory Data Depository (<http://apps.who.int/gho/data/node.main.A897>).